

LOIN DES YEUX ... LOIN DES CRÉDITS...

Un peu d'exercice chaque matin pour quelques agents sur le Centre des Finances Publiques de Chateaubriant...

Avant de commencer la journée, il est désormais nécessaire de soulever manuellement la lourde grille métallique d'accès du Public. En effet, après plusieurs signes de faiblesse et dysfonctionnement depuis quelques semaines, le moteur vient de nous quitter définitivement, nécessitant l'intervention de 4 ou 6 bras pour pallier cette défaillance. La réparation devrait être réalisée très rapidement.



Nous espérons que l'acte de vandalisme qui s'est déroulé dans la nuit de lundi à mardi ne va pas laisser des traces durant plusieurs semaines ... Si les vitres de la façade avant du bâtiment sont prévues pour être changées au plus vite par des crédits Préfecture, en sera-t-il de même pour la dizaine de vitres maintenues par des scotchs sur le côté du bâtiment ?

La majorité des fenêtres concernées donne sur la cantine, toute équipée, inutilisée depuis ... déjà 6 mois ! Et toujours pas de solutions de restauration, proposées par la Direction, en attente d'une décision de Bercy ... Les agents s'impatiente fortement. Le budget de l'action sociale, prévoit-il un arriéré de tickets restaurant ???

Chateaubriant, un site éloigné, un bâtiment extérieurement déjà triste, sale, et vieillissant, et des agents, heureusement, plutôt en forme pour ces exercices, mais qui, pour manger chaud à l'arrivée de l'hiver, devront peut-être pointer à la soupe populaire ?

TOUT DIMINUE

Après le gel de l'application de PPCR en 2018 (une aumône pourtant ... ne compensant même pas les augmentations diverses), après l'augmentation de la CSG, pour les fonctionnaires (peu et mal compensée selon toute vraisemblance, donc encore une baisse de rémunération), après les annonces des suppressions d'emplois 2018 (la DGFIP, toujours « exemplaire » à ce niveau), voilà le volume des listes d'aptitude 2018. Et force est de constater que là aussi, tout diminue ! Une seule « potentialité » de promo de B en A pour la DRFiP44, et 9 pour les C en B. Misère ...

PARADIS POUR LES RICHES

L'affaire des Paradise Papers montre la passivité des États : « En France, par exemple, c'est le Conseil d'État qui a récemment retoqué un projet de loi relatif au reporting public des multinationales, au motif que cela nuirait au secret des affaires. Alors que cette mesure aurait obligé les multinationales à mettre sur la place publique les liens avec toutes leurs filiales. Mais l'optimisation fiscale est inhérente au capitalisme et à la globalisation financière ». Qu'ils soient légaux ou pas, les montages fiscaux qui permettent à des ultra-riches ou multinationales d'échapper à l'impôt sont inacceptables et impactent notre quotidien à tous !

La question que l'on pose maintenant : quels dispositifs Bercy va mettre en place, en urgence, pour taxer les fraudeurs ?

Contrairement à ce que la presse des milliardaires clame à longueur d'années, la France n'est certainement pas l'enfer des riches, bien au contraire ! Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si dans le même temps l'activité et les résultats du Contrôle Fiscal dégringolent ! Voir aussi, un dossier assez complet sur : <http://www.dgfip.cgt.fr/dircofisudpy/spip.php?article27>

LE 16 ON CONTINUE (ET LE 23?)

E. Macron et le gouvernement poursuivent leur politique de casse sociale et d'austérité, répondant aux vœux du MEDEF. Ces frappes tous azimuts sont cohérentes et s'inscrivent dans une vision globale et homogène d'un projet de société marqué du sceau du libéralisme le plus exacerbé, répondant aux exigences sans fin de la loi du profit. A titre d'exemple, il y a les cadeaux fiscaux exorbitants faits aux plus fortunés alors que les droits et les aides accordés aux plus démunis se réduisent davantage.

Ces attaques sont confirmées par les projets de Loi de finances (PLF) et de Loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) 2018 qui s'attaquent drastiquement aux dépenses publiques socialement utiles et mettent en péril des missions vitales pour la population.

Tou.te.s dans la rue le 16 novembre contre les ordonnances et l'ensemble de la politique du gouvernement :

- à Nantes : 10 h à commerce
- à Saint Nazaire : 10h place de l'Amérique latine
- à Châteaubriant : 11h, mairie

Reste à voir **si on continue le 23**, jour du CTR emplois qui doit entériner les suppressions 2018. **On en discute ?**

